



Syndicat National de la DGFIP

FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Montbazens, le 3 octobre 2019.

Rassemblement du 3 octobre 2019 à Montbazens.

En ce 3 octobre 2019 synonyme de grands rendez-vous dans l'Aveyron, vous avez choisi de venir défendre un symbole du service public de proximité de notre département, la trésorerie de Montbazens. Ce soir, cette trésorerie représentera les 16 autres trésoreries du département auxquelles notre direction locale réserverait le même sort. Pendant ce temps, non loin d'ici, le plus haut représentant de l'état vient lancer un débat... ou plutôt, comme il le fait depuis quelque temps, vient donner l'illusion d'une démocratie participative sur un autre sujet de société.

Mais aujourd'hui, après un mouvement de grève massif en mars 2019 avec près de 70 % de grévistes dans l'Aveyron, suivi d'un nouveau temps fort le 16 septembre avec 50 % de grévistes, et en suivant une grève reconductible d'une semaine et le blocage des sites de Rodez, Villefranche de Rouergue, Millau, Espalion, St Affrique et Decazeville, avec la rencontre des élus locaux, des députés, des élus du conseil départemental autour de Bertrand Cavalerie, du directeur de cabinet du préfet, mais aussi grâce à vous, usagers et agents des finances publiques, nous nous mobilisons contre ce faux-semblant de concertation lancée par notre direction locale.

Le syndicat FODGFIP, avec l'intersyndicale aveyronnaise, demande purement et simplement le retrait du plan Darmanin. Ce plan Darmanin disloque totalement notre réseau de proximité, fragilise encore et encore une partie de la population, éloigne l'utilisateur d'un service public pourtant nécessaire à nos yeux. Et les grands stratèges parisiens n'ont que faire d'un monde rural bien éloigné de leur bulle. Si nous avons choisi d'y habiter, c'est par choix, par choix d'une vie où l'on trouve des avantages et où nous ne voulons pas qu'on nous y rajoute des inconvénients. Nous rejetons la création de pôles qui ramènerait notre activité sur la seule préfecture, qui déplace des services en un seul lieu plutôt que d'avoir plusieurs points de contacts, qui ferme des trésoreries et renvoie agents et usagers sur la route pour assumer les démarches. Une solution proposée par notre direction est l'usage d'Internet, même si le défenseur des droits indique que l'on est allé bien trop vite et surtout trop loin dans ce domaine : et pour preuve, les exclus de ce système d'échange représentent 15 à 20 % de la population nationale, plus de 30 % dans notre département compte tenu de sa

démographie. Pour les paiements en espèces et en carte bancaire des impôts ou autres dettes communales ou hospitalières, un marché a été passé avec les buralistes. Mais force est de constater que les buralistes se posent des questions bien légitimes, telle la sécurité ou le coût de cette prestation. Mais la DGFIP n'en a que faire, il faut supprimer du service public et le fonctionnaire qui le fait tourner.

Alors non, l'annonce récente d'une nouvelle carte de la géographie revisitée ne nous convainc pas. C'est bien loin de ce que nous demandions, et vu l'ampleur de tous les autres chamboulements annoncés, on constate que cette manœuvre est encore un nouvel écran de fumée pour essayer de nous aveugler.

Restons mobilisés, ne lâchons rien, c'est de notre avenir dont il s'agit, tant en tant qu'agent des finances publiques qu'en notre qualité d'utilisateur d'un service public de proximité.